

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER

123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

VENEZ, AU RENDEZ-VOUS pour accompagner la victime du fascisme rouge

Tous, demain, aux obsèques

L'Appel du S. U. B.

Le Syndicat Unique du Bâtiment qui aura à tirer toutes leçons utiles des douloureux événements de vendredi dernier avait été chargé par les familles d'organiser les obsèques des deux victimes.

Celles du camarade PONCET sont fixées à demain 14 h. 30; rendez-vous quai de la Rapée en face le numéro 30.

Les travailleurs du bâtiment et ceux de toutes les autres corporations, seront nombreux pour suivre la dépouille de leur camarade de lutte et de travail.

Le S. U. B. a été dessaisi des obsèques du camarade CLOS à la suite de manœuvres du Parti dit communiste; le Syndicat ne suivra pas ses adversaires sur un tel terrain et s'étant mis dès la première heure à la disposition de la famille, il saura s'effacer en d'assez tristes circonstances.

L'Appel de l'Union confédérée

L'Union des Syndicats Confédérés de la Seine adresse à ses militants et adhérents un appel pressant pour qu'ils assistent nombreux aux obsèques des malheureux camarade PONCET.

Il importe que la foule des travailleurs soit compacte, le dernier témoignage que l'on doit rendre à la victime des passions déchaînées doit marquer combien la douleur de la classe ouvrière est grande quand un des siens tombe dans la virulence des luttes sociales.

Plus les travailleurs seront nombreux, plus l'affirmation de réprobation contre des procédés mis en œuvre le 11 janvier sera grande.

Il faut que se dégagent dans les coeurs et les consciences les grands désirs de liberté et de tolérance que nous ne cessions de réclamer, lesquels doivent fatidiquement avoir pour aboutissants logiques : l'Union, la Concorde, la Fraternité des forces ouvrières.

Les secrétaires : GUIRAUD et BATTINI.

Il ne faut pas...

Je demande la parole ; et je la prends. Tant pis si, dans les tragiques circonstances où s'affirme la violence brutale des passions qui s'affrontent, j'apporte un son de cloche qui se perdra dans le désert !

J'aurai, du moins, libéré ma conscience. C'est le seul recours que nul ne peut enlever à celui qui, dans les heures de haine exaspérée et meurtrière, prononce des paroles apaisantes.

La Maison des Syndicats, cette demeure que les ouvriers ont eu tant de mal à édifier, cet immeuble dont chaque centimètre cube représente une privation ou un sacrifice, cet asile où le travail a voulu être et entend rester chez lui, a été le théâtre de scènes sanglantes pour lesquelles le cœur des militants et, longtemps encore, démeurera bouleversé.

Qu'on suppose des travailleurs traqués par les stères à la soûle des patrons et au service des gouvernements leurs complices ; ils se réfugient dans l'immeuble qui leur appartient ; assaillis par les forces de la classe ennemie, ils s'y barricadent en vue d'une résistance désespérée ; sommés de se rendre, ils s'y refusent héroïquement, décidés à succomber plutôt que de capituler ; enfin, écrasés par le nombre, ils arrosent de leur sang ces pierres que leurs suers ont cimentées.

Ce serait, certes, un horrible drame, dont le prolétariat porterait le deuil et garderait le douloureux, mais fier souvenir.

Toutefois, ce ne serait, somme toute, qu'une scène à ajouter à la tragédie séculaire qui se déroule, palpitable, passionnée, fatale entre producteurs et parasites, esclaves et maîtres.

Mais... des camarades d'exploitation, des compagnons de misère, des forçats rivés aux mêmes boulets, des hommes victimes des mêmes spoliations, courbés sur les mêmes servitudes, subissant les mêmes humiliations, voulus aux mêmes infortunes, hantant au même calice l'amertume des mêmes défenses, ces frères de classe s'entre-massacrant sauvagement, des bru-

L'Appel de la Fédération anarchiste

Demain auront lieu les obsèques de notre camarade Poncet qui succombera vendredi soir, victime de la vindicte bolcheviste.

Tous nos amis conservent encore vivante en leur mémoire la figure du courageux militant que de haineux adversaires ont lâchement assassiné. Tous se souviennent de sa propagande féconde et de son action ininterrompue.

Il tiendront, nous en sommes certains, à accompagner jusqu'au bout la dépouille du camarade disparu et à la protéger de l'atrocité insulte que serait la présence à ce cortège, des meneurs assassins qui tentent de parvenir au pouvoir par le sang et le mensonge.

Anarchistes, syndicalistes se devront à ce faire, à la dépouille du cadavre, en suprême hommage à celui qui est mort pour avoir osé ne pas être un suiveur.

Tous les camarades, tous les ouvriers, seront, demain après-midi, à 14 h. 30, au 90 quai de la Rapée.

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

L'Appel des cheminots P. O.

En invitant ses adhérents à venir nombreux aux obsèques du camarade Poncet, le bureau de l'Union des Syndicats de cheminots de l'Orléans se faisant l'interprète des militants et syndiqués du réseau P. O. :

Clame son indignation à la suite de l'assassinat des syndicalistes de la C.G.T.U. dans leur maison.

L'Union des syndicats de l'Orléans envoie aux familles des victimes si dououreusement affligées ainsi qu'aux nombreux camarades syndicalistes blessés, l'assurance de son ardente sympathie et de ses sentiments de solidarité.

Les véritables responsables de l'assassinat des camarades sont ceux qui ont armé les bras des assassins en semant partout le mensonge, la calomnie, la haine, la passion chez leurs affidés fascisés.

Les secrétaires : GUIRAUD et BATTINI.

tes tirant dans le tas et abattant d'autres militants, d'autres exploités, d'autres miséreux ? C'est une atrocité qui dépasse tout ce que peuvent enfantier les imaginations plus avides de sang et d'horreur !

C'est pourtant ce qui est arrivé le vendredi 11 janvier, rue Grange-aux-Belles — et j'en frémis d'indignation.

Je ne songe donc pas du tout à innocenter les coupables ; je ne cherche, je n'invoque en leur faveur aucune circonstance atténuante.

Criminels ils sont et je conçois que leur inexcusable forfait soulève la réprobation.

Il est bon que la conscience révoltée de la classe ouvrière les marque d'infamie et qu'ils en portent, pour leur châtiment et leur honte, l'ineffacable stigmate.

Il convient de s'éloigner d'eux et à la répulsion.

Il est naturel qu'entre les bourreaux et les victimes il n'y ait désormais ni camaraderie, ni confiance, ni quoi que ce soit de commun.

Il est équitable que quiconque se solidaire avec ces *fratricides*, soit mis en quarantaine comme les assassins eux-mêmes.

Oui, tout cela est juste. Les sanctions doivent aller jusqu'à ces limites ; mais il ne faut pas qu'elles les dépassent.

Il ne faut pas que le sang répandu soit vendu par le sang à répandre.

Il ne faut pas que l'abomination d'hier amène celle de demain.

Il ne faut pas qu'aux victimes que nous allons accompagner jusqu'à leur dernière demeure et que nous escorterons de la tristesse de nos coeurs et des larmes de nos yeux viennent s'ajouter de nouvelles victimes de nos fureurs fratricides.

C'est assez, c'est trop que deux ouvriers soient tombés sous les balles dirigées contre eux par d'autres ouvriers ; il ne faut pas que d'autres prolétaires soient assassinés par des prolétaires.

Je ne prêche, ici, ni la lâcheté, ni le dérangement des haines.

Je me défends de conseiller l'oubli ; je dis au contraire de se souvenir.

Mais j'adore les camarades de ne pas se rendre coupables du crime épouvanta-

ble que, à si juste titre, ils reprochent aux communistes et je les adjure de renoncer, si le désir leur en est venu, à des représailles dont l'accomplissement les ferait descendre aussi bas que ceux qu'ils veulent à l'exécration de la classe ouvrière et qu'ils mettent au ban du prolétariat.

Le je supplie de songer à ces millions de victimes que torture et tue la société de brigandage économique et d'oppression politique que nous avons la lâcheté de subir.

C'est du mépris et de la haine des institutions sur lesquelles repose cette organisation sociale mandatée que leur cœur doit être gonflé ; c'est à la destruction de ces institutions de meurtre et d'esclavage qu'ils doivent consacrer tous les efforts dont ils sont capables ; et si leurs bras s'arment pour la vengeance, c'est au cœur même de cet odieux régime qu'ils doivent frapper ; ce n'est pas, ce ne doit jamais être — jamais, jamais — contre leurs compagnons de chaîne ou leurs frères de misère qu'ils doivent brandir des instruments de mort.

SEBASTIEN FAURE.

N.D.L.R. — Les anarchistes, tous les anarchistes, sont d'accord avec notre camarade Sébastien Faure : pas un d'entre eux ne s'est arrêté à cette pensée de s'en prendre lâchement à un ouvrier communiste.

Les anarchistes, tous les anarchistes, s'ils sont décidés à se défendre même contre les ouvriers communistes, n'attaqueront jamais ceux-ci sans raison. Pour le crime de l'autre jour, ils ne déplaceraient point les responsabilités et ne feront pas payer à quelques pauvres malheureux les frais de la casse.

Les assassins sont connus : ce sont les lâches gradés du Parti Communiste. Et ceux-là personne ne les protégera de la colère populaire.

Rien de vrai

Il n'y a absolument rien de vrai dans ce que l'*Humanité* a publié hier sur mon compte : tous les faits sont faux et je ne sais à la suite de quelles manœuvres la campagne du camarade Clos (qui est âgée et qui ne sait ni lire, ni écrire), a pu rédiger le pouvoir que ce journal a inséré.

Je m'étais abstenu de polémiquer autour de ce camarade et je constate que la polémique et les manœuvres viennent du côté de ceux qui avaient oublié la veuve jusqu'à ce que paraisse, mardi, une note dans le *Libertaire*, note d'ailleurs tendancieuse et qui depuis fut rectifiée.

Je demande à l'*Humanité* d'indiquer quel est le courageux anonyme qui a ourdi ce tissu de mensonges.

Derrrière ces fantaisies diffamatoires, on peut nettement un moyen d'atteindre le Syndicat unique du bâtiment à travers ses militants. Il y en a aussi pour Boudoux par ailleurs et, pour compléter l'article de première page du même numéro qui met en garde contre les mouchards, on parla insidieusement du Parquet et du Palais de Justice où je n'ai jamais mis les pieds, ni devant personne.

On fait aussi intervenir une femme qui m'aurait accompagné, pour me nuire dans ma vie intime, alors que j'étais seul à chaque fois, sauf quand le camarade Bigorgne m'a ramené de la Bourse du Travail pour chercher le pouvoir.

Tous les faits invoqués par l'*Humanité* sont faux, je me suis expliqué avec Albesard, secrétaire du Syndicat des métaux, dont la bonne foi ne refusera pas une mise au point ; j'enregistre que les moyens de nuire aux organisations rebelles à la doctrine moscovite sont multiples, puisque le même numéro qui veut me zigouiller moralement, dit que notre Conseil a décidé l'autonomie, ce qui est faux, et que les convocations mises à la disposition de la presse n'ont pas paru alors qu'il est annoncé des réunions qui ne se tiennent même pas.

Que les tchékistes qui parlent de mourir se regardent !

Que les politiciens menteurs prennent garde au jour où la classe ouvrière les jugera à leur réelle valeur par leurs œuvres.

CHARBONNEAU.

En conformité des décisions prises en assemblée générale de la minorité de la Seine, lundi dernier, nous rappelons que chaque syndicat adhérant à la minorité et chaque minorité syndicale ont à désigner deux délégués pour assister au congrès qui aura lieu demain matin à 9 heures, avenue Mathurin-Moreau, jour des obsèques de notre camarade Poncet.

La situation critique du mouvement syndical doit attirer toute l'attention des syndicats minoritaires. Ils doivent avoir le souci de se faire représenter à ce congrès pour envisager les moyens les plus urgents qui sauveront le syndicalisme en péril.

Epouvantable assurance du pouvoir qui toujours veut avoir raison. Quand le gouvernement de M. Poincaré a fait balayer par ses gardes une foule de Premier Mai, les victimes ont le tort d'avoir versé leur sang et ce sont leurs frères qui doivent payer le prix de l'ordre rétabli. Nous connaissons cela depuis que le monde est gouverné et aucune formule nouvelle d'autorité ne saurait rien changer à la méthode.

Ainsi se comportaient les monarchies avec leurs sujets. De la même façon les chefs de démocratie en usèrent avec leur peuple souverain. Et voici que les dictateurs du prolétariat viennent de tremper dans le sang des ouvriers français le sceau éternel de la tyrannie.

Sur l'ordre de Moscou, l'obéissance passive doit remplacer l'action directe. La discipline militaire tient lieu de révolte et d'esprit de solidarité. Il faut obéir en s'hypnotisant sur le centre d'autorité. Et de pauvres diables, par habitude de marcher au pas et de penser en foule commandée, se sont soumis. Ils ont fermé les yeux de leur intelligence. Ils se sont mécanisés. Et ils ont attendu les ordres nouveaux.

Comme jadis, soldats de la République bourgeoise, ils acceptaient d'aller aux grèves tirer sur leurs compagnons d'hier et assassiner sans même s'en apercevoir : comme hier, ils mitraillaient au service de leurs exploitants communs, les exploités d'Allemagne ; comme ils fusillaient leurs frères martyrs des poteaux d'exécution — l'autre nuit, à la Grange-aux-Belles, sans savoir, dans l'inconscience trouble, leurs bras armés par Moscou ont tiré dans le tas des réfugiés.

Maintenant on les excuse, on les justifie, on les félicite. Demain ils seront récompensés. Le Centre avait commandé. Les dictateurs interprètent l'acte criminel en fonction de ces « supériorités du prolétariat » dont ils se prétendent les légitimes et les gardiens.

Le Comité directeur du Parti communiste lance une déclaration qu'il demande à ses sujets de répandre et d'afficher. Ce document prétend accabler

les anarchistes : il ne fait que mettre en lumière la mauvaise foi des gens de Moscou. Après bien de la phraséologie au cours de laquelle nous trouvons à l'égard des militants de l'anarchie et du syndicalisme les mêmes injures que Monmousseau, voilà plus d'un an, rapporte du Kremlin, nous trouvons enfin ce qui motive cette longue diatribe : le Bolchevisme a peur de voir lui échapper une de ses proies les plus profitables. Moscou tremble de perdre les gros sous des gars du bâtiment. L'autonomie des syndicats échoués de cette officine sectoriale qu'est devenue la C. G. T. U. voilà la grande inquiétude du Parti communiste... et cela « A TROIS MOIS DES ÉLECTIONS ».

**

Les élections... Voilà bien l'affaire importante pour le Bolchevisme français. Afin de réussir les élections prochaines, que ne ferai-je pas ces « Révolutionnaires » ? Déjà ils s'étaient montrés prêts à toutes les concessions pour que « le spectre du bolchevisme n'épouante plus personne ». Ils avaient séduit de Monzie après Herriot. C'était de bon augure. Il ne leur restait plus qu'à verser du sang d'ouvrier et à mettre les anarchistes hors la loi : du coup, ils seraient sûrs de faire du Parti communiste le prochain vainqueur électorale, un parti de tout repos, d'ordre et de bon sens, digne de prendre le pouvoir pour sauver la patrie des catastrophes sociales, l'allié naturel de ce Parti travailleur qui va constituer en Angleterre le gouvernement de demain.

La section française de l'Internationale communiste n'a pas failli à cette tâche. Mais les sincères révolutionnaires se laisseront longtemps duper ? Les prolétaires ne vont-ils pas enfin se résigner et finir par comprendre que le seul communisme profitable aux producteurs est celui qu'il réalisera lui-même par son action directe et son organisation autonome ?

LE LIBERTAIRE.

paysans disposent maintenant d'une plus grande quantité de blé que jamais, ils ne sont tout de même pas en état d'absorber tout le blé que produisent les paysans. L'économie agricole russe n'a jamais été, avant la guerre, basée sur le marché intérieur. Un quart de tout le blé que produisait l'ancienne Russie était exporté à l'étranger, et nous pouvons dire franchement que l'économie agricole russe était organisée en tant qu'élément de l'économie mondiale. Le marché étranger a été perdu pour le blé russe et nous sommes tous dans une situation où tout le blé produit dans le pays restait à l'intérieur. En conséquence, les prix des blés ont baissé. Dans l'absence d'une demande suffisante, le paysan s'est appauvri et le paysan pauvre ne peut plus supporter ses épaves l'industrie. Il ne faut pas oublier que ce sont les paysans surtout qui subviennent à nos dépenses. Ils entretiennent notre armée, ils entretiennent l'appareil de l'Etat. Par la voie d'impôt prélevés sur eux, nous obligeons les

ment politiques, qu'il y a là de notre part une erreur consistant en ce que nous ne coordonnons pas la rapidité du développement de l'industrie avec celle de toute l'économie nationale.

Notre erreur a été encore renforcée par nos syndicats industriels. Leur politique consistait à exploiter démesurément leur monopole et ils profitait de ce qu'ils étaient seuls sur le marché à posséder tout le blé pour tout le sel pour fixer les prix à leur gré. Cette politique n'a manifestement abouti à rien. Elle fut même extrêmement nuisible parce qu'elle a opposé le paysan à l'ouvrier et a suggéré au paysan l'idée que l'organisation socialiste ne lui était pas avantageuse. Le camarade Lénine disait il y a un an et demi que nous devions apprendre à commercer parce que le paysan nous fera non pas sur nos rapports et nos discours mais sur le fait de savoir qui lui vend à meilleur marché les tissus et les aluminettes — est-ce le commerce privé, est-ce l'industrie étatique ? Il n'a pas été accordé une attention suffisante à cette question et c'est pourquoi dans l'esprit du paysan peut parfaitement surgir la pensée : à quoi me sert l'industrie nationalisée si elle me demande des prix exorbitants et ne m'achète pas le blé assez cher, si l'industrie privée, le petit artisan me fournissent les mêmes tissus, les mêmes aluminettes, etc., à meilleur marché ?... On ne pourra développer la production qu'en la rendant meilleur marché, qu'en réduisant les frais généraux, qu'en l'adaptant au paysan. Quel voyage nous maintenant ? Les sept dernières de toute la production industrielle ont été absorbées par la ville, et les trois dernières seulement sont allées à la campagne. Eh bien, la consommation de nos villes peut-elle devenir une base suffisante pour notre industrie ? Entretenir le bassin du Donets, entretenir Bakou, entretenir les usines métallurgiques, entretenir les usines électriques est impossible pour la seule consommation urbaine parce que la population des villes est peu nombreuse, parce que le salaire de l'ouvrier est bas, que le prolétariat est peu nombreux que la nouvelle bourgeoisie ne représente qu'une mince couche. Si donc nous ne bâtonnons pas toute notre organisation sur le paysan, aucun développement ultérieur de l'industrie ne sera possible, et pour s'appuyer sur le paysan il nous faut produire à meilleur marché.

Tout commentaire est inutile. Il est clair que pour obtenir la confiance des paysans, le Gouvernement des Soviets n'hésite pas à spéculer sur le blé, considérant que le paysan ne peut vendre le sien assez cher.

Tous ceux qui ont été en Russie ces deux dernières années ont vu quel était l'horrible pain que mangeait l'ouvrier, ses salaires ne lui permettant pas de se nourrir de pain blanc et Kamenec avoue aujourd'hui qu'il y a trop de blé, mais que le paysan ne trouve pas à le vendre.

Nous comprenons les raisons du gouvernement à soutenir le paysan, qui subvient à ses dépenses qui entretiennent l'armée, qui se dresse contre le prolétariat. L'Humanité n'a pas reproduit ce discours de Kamenec et cela ne nous étonne nullement, il est même probable qu'elle ne reproduira pas un document qui reconnaît sacrifier l'économie aux besoins de la République.

Les anarchistes, les syndicalistes révolutionnaires ne s'étaient pas trompés sur l'évolution du mouvement soviétique : Ils avaient prévu l'organisation actuelle de la Russie s'appuyant sur une « nouvelle bourgeoisie ». L'on n'a pas voulu les écouter et plusieurs années ont été perdues.

Le mouvement se redressera-t-il devant la réalité des faits. Nous l'espérons. En tout cas, il n'est que temps.

J. CHAZOFF.

Les Charpentiers en Fer et la Fédération du Bâtiment avec Boudoux contre "l'Humanité"

Au nom du conseil et des adhérents de la Section des Charpentiers en fer, je m'inscris en faux contre les insinuations de "l'Humanité" concernant Boudoux. Je passe en cette circonstance de toute notre amitié et de notre solidarité syndicale.

Aujourd'hui comme il y a dix ans, nous serons à ses côtés pour le défendre contre les calomnies.

Ceux qui ont voulu assassiner Boudoux, et qui aujourd'hui le salissent, sont des canailles.

Boudoux sortira grandi de cette épreuve. Qu'il soit persuadé que tous les vrais compagnons du Bâtiment, que tous les militaires de la Seine qui le connaissent depuis près de quarante ans, seront à ses côtés. Honte aux assassins et aux domestiques moscouillers !

Pour la Section des Charpentiers en fer :
 Le Secrétaire :
 J.-B. VALLET.

La Commission Exécutive de la Fédération du Bâtiment, dans sa réunion du 16 janvier, fait sienne la protestation du Syndicat des Charpentiers en fer en ce qui concerne notre ami Boudoux, membre de la C. E.

Note. — Nous publierons dans une réponse de Boudoux aux canailleuses de "l'Humanité".

Allez-y !

Pas de jour ne se passe depuis l'horrible drame, sans que nos militants reçoivent des lettres de menace de la part de bolchevistes.

La plupart de ces lettres ne portent aucune signature, seules quelques-unes sont signées et parfois le signataire y a ajouté lisiblement son adresse.

Est-il bien nécessaire de dire publiquement que nous ne sommes pas sensibles à ces menaces ; et que ce n'est certes pas avec des arguments de cette sorte que l'on nous fermera la bouche et que l'on nous interdira de situer aussi longtemps et aussi clairement qu'il le faudra, les responsabilités de l'assassinat de la Grange-aux-Belles ?

Pour ceux qui ont signé nous voulons ajouter un petit mot :

Puisque déjà ils se sont montrés plus courageux que leurs amis en confrérie, il est possible qu'ils osent aller jusqu'au bout de leurs menaces et s'attaquer à l'un d'entre nous. En ce cas, nous les prévenons que leurs lettres sont détruites et qu'ils n'auront pas à craindre de riposte... policière.

Déclarations de circonstance

Reculant, apeurés devant leurs lourdes responsabilités, les tristes organisateurs de la tuerie de la Grange-aux-Belles en sont réduits à s'enfuir chaque jour davantage dans le mensonge et dans la boute. Tropman se complice de Basile : c'est dans l'ordre. Le sang des travailleurs englante leurs mains et les obsèdes. A défaut de conscience, l'intérêt sordide de parti les anime et leur dicte ces déclarations de circonstance où la sottise la dispute à l'imposture.

L'organe officiel des chourineurs bolchevistes publiait hier matin un document qui est réjoui l'ame tortueuse de Machiavel. Le Comité directeur du Parti qu'on n'accusera pas d'impulsivité a péniblement accouché après cinq jours de laborieuses réflexions, d'un monument-type de dérobade et de duplicité.

L'un de nous analyse d'autre part certains passages de ce message dictatorial ; pour moi je me bornerai à souligner l'une de ses affirmations caractéristiques.

Parmi d'autres impudences, les anarchistes sont accusés de « s'être donné comme tâche essentielle de saboter, fit-ce avec les pires moyens, l'action communiste et syndicale dirigée contre la bourgeoisie ». Pas moins. Et l'une des moindres noircours qui leur sont reprochées, c'est d'avoir à leur actif « un succès sans honneur dans les bureaux de l'Humanité saccagés par surprise ».

Si jamais les fonctionnaires grassement appointés du Parti, ont perdu une belle occasion de se faire, c'est bien celle-ci. Nous sommes encore quelques-uns qui avons gardé le souvenir de certaines scènes vécues ou la lacheté, la courroux des « révolutionnaires » de l'Humanité apparaissent de lamenfanté façon. Ayant de sérieux griefs contre la rédaction de ce journal qui avait systématiquement laissé salir un de nos plus chers disparus, un groupe de dix-sept camarades parmi lesquels le signataire de ces lignes, se rendit un soir à l'heure de la rédaction dans les locaux du quotidien du Kremlin.

Nous trouvâmes cinquante adversaires, mais quelques adversaires ! Apeurés, tremblants, craintifs, les regards, juytés et les oreilles basses. Leur pitoyable attitude était d'un tel contraste avec leurs habituées allures de fier-à-bras et de matamores, que nous ne pûmes que nous borner à leur crier notre dégoût.

Et les plus élevés en grade n'étaient pas les plus brillants, n'est-ce pas Cachin et Vaillant-Couturier ?

Et les dix-sept « saboteurs » ne consentent à se retirer — avec les honneurs de la guerre — qu'après avoir obtenu pleine et entière satisfaction et l'assurance formelle d'une voix blanche, que pareils faits seraient désormais évités avec soin.

Gageons que le grand journal des masses n'entretiendra pas ses lecteurs de cette aventure peu réjouissante pour le « courage éprouvé » de ses directeurs de conscience et de leurs satellites ?

M. H.

A L'UNION UNITAIRE

Voici la vérité

Les journaux ont reproduit une déclaration adoptée le samedi 12 janvier, en hâte, par la Commission exécutive de l'Union et par le Conseil d'administration de la Maison des Syndicats.

Cette réunion fut convoquée le jour même par pneumatiques, avec l'idée, sans doute, de n'avoir que des amis.

La C. E. de l'U. D. ne comptait que 4 membres et 2 secrétaires, alors que statutairement elle comprend 20 membres. Un secrétaire manquait, le principal responsable, le nommé Reynaud. Il était disparu depuis l'assassinat de la veille.

Le Conseil de la M. D. S. comptait 4 membres et le président.

Ainsi, c'est avec des réunions squelettiques que l'on entend solutionner des événements aussi graves.

Pourquoi cette réunion fut-elle convoquée spontanément le samedi à 18 heures alors que l'on savait que les membres appartenant au bâtiment ne seraient pas touchés ?

Le bâtiment fut néanmoins invité à cette réunion. Il demanda la présence de Reynaud, secrétaire de l'U. D. et administrateur-délégué de la M. D. S. On lui répondit qu'il allait venir. Il est toujours à venir.

Puis il y a lecture de la déclaration qu'il faut voter sans discussion, car la presse attend après.

Le bâtiment proteste contre cette façon de faire. Il met en cause un secrétaire de l'U. D. en disant que les incidents ont été voulus et organisés.

Dudilieu parla de ses responsabilités et se prononça pour le vote de la déclaration. Il ne faut pas attacher d'importance à ce que dit Dudilieu. Voilà quatre ou cinq ans qu'il est permanent et il a surtout la crainte de retourner au travail manuel. C'est avec des fromagistes comme lui que les politiciens ont pu s'emparer de certaines organisations.

Sureau, du bâtiment, s'est refusé à voter ce papier. Il a déclaré que la salle de l'Union n'avait été mise à la disposition d'un parti politique que par la volonté de l'administrateur Reynaud, et qu'il rendrait ce dernier, en partie, personnellement responsable des événements.

Le moment, le Reynaud en question apparaît et se retire précipitamment. Il alla s'enfermer malgré les appels d'un de ses collègues.

Voilà la vérité !

Des mesures s'imposent

Touché trop tard par la convocation, je n'ai pu assister à la réunion du Conseil d'administration de la Maison des Syndicats.

Je le regrette d'autant plus que j'avais à faire une proposition très nette, à savoir que le bureau de l'Union a une grande responsabilité d'avoir livré la salle à un parti politique malgré les protestations des principaux syndicats qui ont édifié la Maison des Syndicats.

Si j'avais été présent, j'aurais demandé la convocation d'une assemblée générale extraordinaire et la démission du Bureau. Ce sont d'ailleurs des mesures qui s'imposent chaque jour davantage.

POMMIER.

D'où viennent les manœuvres ?

Après avoir pris connaissance de l'article de l'Humanité au sujet du camarade Clos, tué au meeting du 11 janvier, nous avons voulu avoir des précisions sur certains points malgré notre répugnance d'agir de telles questions autour de notre camarade qui n'est plus.

C'est ainsi que nous avons su qu'Abbessard, secrétaire du Syndicat des métaux, le camarade Bigorgne (sur lequel l'Humanité s'appuie dans ses affirmations) et Charbonneau secrète du S.U.B. s'étaient tous les trois réunis hier matin.

Sur une question d'Abbessard, relative aux lectures de notre malheureux camarade, Bigorgne répondit que Clos lisait l'Humanité, l'Internationale, le Libertaire. De ce fait, Bigorgne affirma que Clos était d'accord avec Massot ; pour mieux préciser, Abbessard demanda depuis quand. Ce à quoi Bigorgne répondit qu'il y a deux mois, Clos partageait le point de vue de Massot et que depuis l'élection de Bouchez au secrétariat des métaux, c'est-à-dire en juillet, il ne payait plus ses cotisations.

Nous ne voulons que constater un fait : c'est que l'ami intime de Clos vient contester les affirmations de l'Humanité. Les camarades jugeront où sont ceux qui utilisent à mort d'un copain pour servir une mauvaise cause.

La minorité des métaux de la Seine.

Au pilori, les assassins !

Dans un meeting, rue Grange-aux-Belles, vendredi 11 janvier 1924, deux ouvriers étaient assassinés froidement sur l'ordre des dictateurs du Parti communiste.

A 3.000 contre 40, ces tristes individus ont eu la lacheté de faire revolvriser des ouvriers sans défense.

Camarades ouvriers, vous qui vous êtes révoltés contre les crimes des gouvernements bourgeois, vous qui avez frémî d'indignation en apprenant les tueries de Villeneuve-Saint-Georges, de Raon-l'Étape, etc., resterez-vous froids devant les massacres de vos frères de misère ?

Non, vous vous devez de réagir contre les politiciens du Parti communiste. C'est là, un défi lancé à la classe ouvrière, dans une maison abritant ses syndicats, on tue, on fait tuer, deux ouvriers et blesser une vingtaine.

Nous, Groupe libertaire de Brest, nous relevons le défi et faisons savoir à ces Messieurs qui nous ne tolérerons pas de semblables procédés.

Nous disons donc et nous affirmons que personne du Comité directeur de ce parti ne prendra la parole à Brest.

Le Groupe libertaire Brestois.

Bas les masques !

Samedi soir nous parvenait la tragique nouvelle de l'assassinat de nos frères de misère par les mercenaires de Boukharine et la consternation gagnait nos coeurs de militants. Des yeux se mouillèrent, des poings se serrèrent de rage, un frisson de dégoût monta vers l'antre bolchevique, mais l'étonnement ne se manifesta nulla part ; en effet, quand on a senti la menace du rigide peser sur de simples réunions administratives de province, quand on a vu les mercantins de la politique violer leurs mandats et saboter les meetings syndicalistes au profit des affamés, quand on a entendu les authentiques orthodoxes faire l'apologie des grands prêtres de la Vénus boueuse, on a le droit, n'est-ce pas ? de s'attendre à tout. Il est difficile de s'arrêter sur la pente de l'infamie et les traînes du mouvement syndical se devaient de devenir des bandits jusqu'au bout. Cela aura au moins le mérite de détruire l'équivocation qui pouvait subsister dans certains esprits : ce sont les mêmes mains qui tremplent dans le sang ouvrier à Paris, à Moscou, à Madrid ou à Rome. Aucune différence désormais entre Mussolini et Lénine, entre Daudet et Cachin ; de la canaille fasciste à la canaille communiste plus de distinction ! Devant la Révolution qui nous est étrière, sachons qu'un obstacle de plus est dressé ; apprenons-nous à le briser comme nous briserons les autres, mais que la leçon d'aujourd'hui ne soit pas perdue : puisque tous les moyens sont bons à nos adversaires, puisque les troupes du capitaine Treint viennent nous égorguer jusque dans le refuge suprême des travailleurs conscients, et que la provocation a fait place aux actes, prenons l'engagement solennel de prévenir de nouveaux crimes ; signifions aux démagogues de tous les partis qu'ils ne tenteront dorénavant de se substituer à nous qu'au péril de leur existence et surtout n'hésitons pas.

H. BARTHALON.

Secrétaire de l'U. D. de Vaucluse.

Unifions nos forces

L'assassinat des anarchistes et syndicalistes par les bolcheviks au meeting du 11 courant, nous prouve que seuls, les anarchistes sont les vrais ennemis des dictateurs communistes. Partout les fascistes-communistes commencent à employer la violence contre les libertaires.

Le lendemain de l'assassinat de nos deux camarades, nous avons entendu dire que le parti communiste chinois en France tenait une réunion clandestine le jour même. Pourquoi ? A quelle cause ? Ils préparent le fascisme international ? nous l'attendons. Maintenant, en protestant énergiquement contre le crime des communistes, et tout en nous inclinant devant les cadavres de nos deux camarades assassinés, nous prions les anarchistes et anarchos-syndicalistes du Monde entier d'unir leurs forces pour combattre la nouvelle autorité, le fascisme bolchevique.

Le Groupement anarchiste Chinois en France.

GROUPE DU QUINZIÈME MAISON DES SYNDICATS

18, rue Cambonne

Aujourd'hui 17 janvier, à 20 h. 30

Conférence sur l'Art

par notre Camarade DIMANCHE

Les camarades du Groupe, encore peu nombreux, font un chaleureux appel aux anarchistes et sympathisants pour qu'ils viennent apporter leur concours actif.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos ♦♦♦ d'un Paris

Évidemment, la crue et la décrue de la flotte anglaise et du dollar, pas plus que les fantaisies analogues auxquelles s'est livrée dernièrement la Seine, n'ont rien de bien spécifique anarchiste.

Il est pourtant utile d'en parler car les répercussions de ces phénomènes dont l'importance est diversement appréciée, suivant que l'on en ressent plus ou moins les effets, atteignent toujours la classe ouvrière ; celle qui n'a pas de capitaux en banque, qui vit au jour le jour de la faible partie du produit de son travail qui constitue son salaire, et à laquelle les maîtres du moment ne manquent pas de faire appel chaque fois qu'est en péril leur sécurité politique ou financière — l'une dépendant de l'autre.

Je sais bien qu'en parlant de classe, je vais encourager les reproches moitié huile, moitié vinaigre, qui formeront la sauce d'une salade par laquelle on me prouvera par A plus B qu'il n'y a pas de classes ; qu'il n'y a que des cerveaux plus ou moins aptes à la compréhension des grands mystères que la science toute puissante transforme en fulgurantes réalités.

Mais les raisonnements les plus subtils, les sophismes même les plus habilement présentés, n'

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

Le Parlement anglais s'est réuni, à la suite de la déclaration du roi, et tous les chefs de parti, ont à tour de rôle pris la parole pour défendre leur politique.

Sous des formes différentes, chacun des orateurs a apporté un point de vue similaire, et que ce soit les travailleurs, ou les conservateurs, le programme est le même.

Seuls changent les termes employés. Mardi prochain nous saurons quels seront les mauvais bergers du prolétariat anglais.

Toujours est-il que les chemins de fer et les mines anglaises s'agissent et il est probable que dimanche soir nous nous trouvions en face d'une grève des mécaniciens et chauffeurs des locomotives.

Les ouvriers du Métropolitain de Londres se sont déclarés solidaires de leurs frères des chemins de fer, et si le mouvement se déclenche, un des moyens de communication les plus employés à Londres par le prolétariat sera arrêté, et les conséquences du conflit peuvent donc s'étendre à d'autres corporations ainsi que cela se produisit en 1912.

Pendant que se dispute le pouvoir en Angleterre, et que le mouvement social cherche sa voie, l'Allemagne, elle, continue de s'agiter, pour la journée de huit heures.

Les patrons tiennent bon et le prolétariat aussi.

A Munich, à Creifeld, les ouvriers du textile sont en grève ; à Dusseldorf, les ouvriers des transports ont cessé le travail, et les travailleurs des filatures de la rive droite du Rhin ont également arrêté le travail.

Des bagarres sanglantes ont eu lieu à Dusseldorf, la police ayant tiré sur les manifestants.

Les pourparlers sont rompus un peu partout, et le prolétariat a recours à l'action directe.

Les syndicats chrétiens se sont mis tout naturellement du côté de la force, et ont accepté le principe de l'augmentation de la journée de travail, ce qui rend la lutte un peu plus ardue pour les révolutionnaires.

En Autriche s'agit aussi la crise du change et l'on annonce que le gouvernement a l'intention de prendre des mesures contre l'immigration et particulièrement contre les Allemands qui se réfugient en Autriche ne trouvant plus de quoi vivre en Allemagne. Notre point de vue c'est que ces mesures seront prises surtout contre les réfugiés politiques, et que la crise du chômage n'est qu'un prétexte.

En Japon, la terre a tremblé de nouveau faisant un certain nombre de victimes. Espérons que le gouvernement n'en profitera pas pour faire assassiner certains des nôtres.

Nous avons appris que des regrettables incidents ont marqué les obsèques de notre camarade Osugi, de sa compagne et de son neveu, qui, comme on le sait, ont été assassinés par la gendarmerie japonaise, lors du dernier désastre.

Nos camarades avaient été incinérés et des inconnus se sont introduits dans la salle où se trouvaient les cendres de nos amis et s'en sont emparés.

Jusque dans la mort l'on s'attaque aux nôtres et la bourgeoisie japonaise n'a pas voulu que l'image de son crime reste présente à la mémoire du prolétariat nippon. Le peuple se souviendra quand même !

J. G.

ALLEMAGNE

LA REACTION

L'Allemagne possède maintenant « le régime des généraux ». C'est l'état de siège. Depuis que le général von Seeckt est au pouvoir, les télégrammes sont censurés, les lettres subissent des « sondages ». Les journaux sont soumis à la censure préventive et paraissent avec des colonnes de blanc.

Les « camps de prisonniers » ont été réinstallés en Bavière et en Thuringe. La Reichswehr a fait des razzias de rouges. Au camp d'Ohrdruf, en Thuringe, le général Hesse a ordonné de « serrer la vis » aux détenus politiques qui comprenaient des socialistes, des syndiqués, des communistes.

Voici ce qu'en dit le *Temps* à la date du 16 janvier.

Par une sorte de raffinement, on a chargé de la garde des détenus de jeunes volontaires étudiants nationalistes qui ont été mal-

traités par les communistes et leur rendent maintenant la pareille avec usure. Les prisonniers sont condamnés à rester immobiles au pied de leur lit, défense de parler. Ils n'ont ni couvertures, ni paillasse, pas de savon, une maigre pitance : ils servent de jouets et de cibles à leurs gardiens. Il n'y a pas d'infirmier pour les malades, ni de médicaments. Les autorités militaires déclarent des officiers pour assister aux interrogatoires des prévenus de délits politiques.

En Silésie, la terreur sévit également. Voici ce que publie le même journal :

Dans le bassin houiller silésien, toutes les grèves sont interdites, les réunions publiques également, les ouvriers et mineurs dénoncés comme mauvaises têtes sont arrêtés et ne reparaisse plus à leur domicile. Il y a un an, un pareil régime aurait déterminé dans les mietz ouvriers ainsi que chez les parlementaires de gauche un mouvement de réprobation. Actuellement l'opinion publique est indifférente ou bien approuve cette poigne militaire qui a malé les socialistes et leurs alliés révolutionnaires. Tout ce qui touche au marxisme aussi bien dans le domaine économique que sur le plan politique a sombre.

La journée de 8 heures, les conseils d'usines et autres concessions arrachées aux patrons après le mouvement de 1918, tout cela est anéanti.

Les syndicats chrétiens répudient la lutte de classe, les syndicats socialistes sont désemparés et sans ressources.

L'Allemagne ouvrière est sous la botte militaire qui prépare le retour à la monarchie. En Allemagne, le nerf prolétarien n'existe pas. Les forces ouvrières sont réparties, divisées plutôt, dans des courants politiques qui s'appellent social-démocrates, communistes, libertaires, radicaux, chrétiens. Il n'y a pour ainsi dire pas de mouvement strictement syndicaliste.

Et pourtant, dans tous les pays, le salut est dans l'unité du prolétariat, non pas dans le domaine politique, mais sur le terrain économique, dans les syndicats, avec l'objectif de la lutte de classes.

HISTOIRE D'UN « COMPLÔT »

Berlin, 16 janvier. — La personne arrêtée hier par ordre du commissaire d'Empire pour la sûreté publique et qui est accusée d'avoir voulu assassiner le général von Seeckt, est un nommé Thormann, ancien capitaine. L'enquête a été arrêtée jusqu'à présent qu'il s'agissait d'un complot élaboré dans tous ses détails et dont les instigateurs appartiendraient aux milieux réactionnaires bavarois.

Voici les détails qui donnent les journaux cet après-midi : Thormann, arrivé depuis peu à Berlin s'était rendu dans les bureaux du parti ultra-nationaliste qui il demanda d'adresser d'un certain M. D. membre de ce parti et qui lui avait été recommandé. S'étant rencontré avec M. D., il se présenta à lui comme membre de l'Association Viking qui, comme on le sait entretient des relations étroites avec le capitaine Ehrhardt.

Thormann confia à M. D. qu'il était venu à Berlin pour assassiner le général Von Seeckt. Lui, Thormann, ne se chargeait pas directement de l'assassinat ; mais demandait qu'on lui trouve une personne de confiance. M. D. promit de trouver cette personne, mais il se rendit en réalité chez le commissaire du Reich pour la sûreté publique et lui signala le complot. On convint de continuer à jouer la comédie pour démasquer les complices de Thormann. Un jeune homme fut présenté à Thormann comme se chargeant de commettre l'assassinat. Thormann lui expliqua qu'il devait se rendre lundi matin 14 janvier dans un manège situé près du ministère de la Reichswehr dans lequel le général Von Seeckt montait à cheval le matin. Le présumé courrier devait tirer sur le général à cheval, à une courte distance et s'échapper ensuite à la faveur du tumulte et se rencontrer avec Thormann à 11 heures dans un café du centre. C'est là que Thormann a été arrêté lundi soir alors qu'il attendait le présumé meurtrier.

L'enquête se poursuit.

CONTRE LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

Dusseldorf, 16 janvier. — Les syndicats socialistes qui ont déclenché la grève dans la métallurgie en signe de protestation contre l'abolition de la journée de huit heures, sont maintenant sans argent et dans l'impossibilité de soutenir le mouvement. Aussi, les ouvriers se montrent-ils de plus en plus disposés à reprendre le travail. A Dusseldorf, où les industriels ont fait

culeront leur puissance. Et les criseurs continuent leur besogne. De part et d'autre on en vient à l'exaspération. De Paris arrivent à la fois les excitations républicaines à la résistance et les menaces gouvernementales et parlementaires. Une loi sur les Associations prépare qui mettra les Associations à la merci du bon vouloir d'un ministre ou d'un préfet. Encore quelques jours, et cette loi sera votée. Membres de la Société des Droits de l'Homme, membres des Sociétés ouvrières ne pourront plus ni se réunir, ni délibérer, ni opposer à la tyrannie sociale la résistance des intérêts réalisés. Cette fois c'en est trop. Le nombre toujours opéré pousse qu'il est la force.

Précisément une occasion se présente.

Le 10 février, les fabricants de peluche déclarent leur prix de fabrication de vingt-cinq centimes par aune. Les ouvriers pelucheurs sont peu nombreux ; qu'importe ! Ce qu'il faut attester, c'est la solidarité qui lie tous ceux qui travaillent. Les Mutualistes sont convoqués. Deux mille trois cent quarante et un d'entre eux répondent à l'appel, et parmi eux la Fournier. C'était la majorité.

Le tisseur prend la parole :

S'il s'agit des ouvriers en soie, je me faireai, car la protestation que j'apporte aurait un caractère individuel, venant de moi, chef de section, victime de l'entente des fabricants. Mais c'est un intérêt général qui est en jeu. Un groupe de nos frères est victime d'une réduction de travail. Lorsqu'on touche à un travailleur, on touche à tous les travailleurs. A nous de déclarer cette vérité à nos ennemis : à nous de prouver, par une manifestation terrible, les vices d'un régime industriel fondé sur l'antagonisme du fort et du faible, entretenant la guerre entre le capital et le travail ; à nous de démontrer aux ou-

vriers la puissance de l'association et la vertu du sacrifice pour le bien de tous. Jusqu'à ce que nos frères pelucheurs aient obtenu le retour à leur ancien salaire, que tous les métiers sans exception soient mis en interdit. Nos caisses secourront les plus nécessiteux d'entre nous. Nous nous souffrirons, mais pour nous encourager à souffrir nous aurons la conscience d'avoir défendu nos droits !

Fournier s'arrête. En quelques paroles il avait tout dit. Une partie de ceux qui l'écouteront hésiteront. A côté des métiers sans travail, ils voyaient les foyers sans feu et les bûches sans pain. Mais l'esprit de dévouement l'emporta. Les perspectives noires disparurent. On souffrirait demain, pendant quelques jours, pendant quelques semaines. Qu'importe ! La perspective d'un avenir meilleur ferait tout supporter. Ensuite, il y a des heures où l'écrasement prolongé pèse trop, où l'homme, parce qu'il est homme, éprouve le besoin impérieux de se lever et de se défendre.

Douze cent quatre-vingt-dix-sept voix ratifient la motion de Fournier. C'était la majorité.

Le lendemain, les fabricants de peluche seraient prévenus et mis en demeure de revenir sur leur résolution. S'ils persisteraient dans la réduction des vingt-cinq centimes par aune, les Mutualistes persisteraient dans leur vote.

Le surlendemain, tous les ouvriers, de la Croix-Rousse à Perrache et de la plaine des Brotteaux aux coteaux de Saint-Just, seraient avertis à leur tour.

Il était le 12. Le 14, Lyon serait en grève, et tous les métiers auraient cessé de battre.

La grève est un droit fondé sur la liberté humaine.

A travers le Pays

LA SOCIETE QUI TUE

Clermont-Ferrand, 16 janvier. — L'enquête faite par la gendarmerie a établi que le cadavre trouvé dans les bois près de Mazeyrat était celui de Pierre Langlaret, 47 ans, qui, sans travail, mendiait dans la région.

Le malheureux est mort de froid dans la neige.

Elle est propre la société capitaliste !

Et dire qu'il existe sur terre des millions de gens qui ne veulent pas sa disparition !

UN DRAME DE LA MISERE

Hyères, 16 janvier. — M. Léopold Lau-rence, âgé de 48 ans, retraité de la marine, habitant avenue Rioland, s'est tiré un coup de revolver à la tempe droite. La mort a été foudroyante. La femme du malheureux était malade depuis longtemps et il était aux prises avec les difficultés de l'existence.

Sans commentaires : c'est inutile.

PRISONS D'ENFANTS

A la suite d'incidents sur lesquels une enquête est ouverte, huit élèves de l'Ecole Militaire d'Enfants de Troupe de Billom s'étaient enfuis. On en a arrêté six en gare de Clermont et les deux autres dans les environs de Thiers.

Les fugitifs ont été reconduits à Billom.

Ces soldats en herbe avaient sans doute « marre » de cette discipline qui fait la force des armées, mais qui est bougrement tyannique.

LA FILLE DE L'AIR

Reims, 16 janvier. — Ce soir, Antonio Ghia, âgé de 27 ans, arrêté pour divers cambriolages, a été amené au Palais de Justice pour être entendu par le magistrat instructeur. Il était arrivé au premier étage de l'immeuble, lorsque trompant la surveillance du gendarme qui le conduisait, il a sauté par une fenêtre dans la cour d'un bâtiment en ruine et a disparu dans les chantiers voisins. Toutes les recherches faites pour le retrouver sont demeurées infructueuses.

Il ne faut pas s'étonner que ce garçon ait pris la fuite, la liberté étant le plus précieux de tous les biens.

PERQUISITION CHEZ UN « MEDECIN »

Bordeaux, 16 janvier. — Sur commission rogatoire de M. Boulesteix, juge d'instruction, une perquisition a été opérée hier rue Canilhac chez un certain Pierre M., qui avait ouvert un cabinet de consultations médicales et qui délivrait des remèdes sans posséder les diplômes nécessaires.

Le magistrat a saisi divers documents, notamment un carnet, sur lequel figuraient les noms de 500 clients. M. M. est poursuivi pour exercice ilégal de la médecine.

500 clients ! On peut dire que ce pseudo-médecin savait y faire.

Sans toutefois, posséder les diplômes nécessaires, peut-être était-il aussi « calé » que ses confrères ayant tous leurs brevets.

En tout cas, il n'a pas tué ses clients.

Combien de morts officiels ne pourraient en dire autant !

ENCORE UN DRAME DE LA JALOUSIE !

Toulouse, 16 janvier. — Ce matin, dans un meuble de la rue Saint-Jérôme, Justin Maurel, âgé de trente ans, ouvrier mécanicien, a tué sa femme d'un coup de revolver et s'est ensuite donné la mort avec la même arme.

Le drame est attribué à la jalousie.

Toujours les jaloux ! Sont-ils à plaindre les imbéciles qui n'ont pas assez de philosophie pour mettre au rancart leur révolte.

Les mariés « outragés » manquent vraiment de mesure !

GES MATELOTS L'ONT ECHAPPE BELLE

Cherbourg, 16 janvier. — Le vapeur suédois *Borren* a rapatrié ce matin à Cherbourg le capitaine Chesneau et les vingt hommes qui componaient l'équipage du trois-mâts *Maguy*, du port de Bordeaux, et qu'il a sauvé d'un naufrage en plein Océan Atlantique.

Le *Maguy* était parti le 27 octobre de Santa Fé (Argentine), avec un chargement de bois à destination d'Anvers. Après avoir passé sans incident le canal de Panama, il fut assailli, le 11 janvier au matin, en travers du cap Finisterre, à 300 milles des Açores, par une épouvantable tempête.

La voile fut déchirée ; le navire dématé complètement, accusé des angles de roulis de 50 degrés. L'eau avait envahi la

cale et le pont du navire était au ras de l'eau lorsqu'il fut aperçu par le *Borren*, qui vint à son secours et sauva l'équipage et le capitaine. Le *Maguy* disparut au fond de la mer avec sa cargaison.

L'équipage, composé de Bretons, a été rapatrié ce soir dans ses quartiers respectifs.

LE PAIN CHER

Toulouse, 16 janvier. — Par arrêté du maire de Toulouse, le prix du pain de consommation courante est fixé à 1 fr. 25 le kilogramme, à partir d'aujourd'hui *mercredi*.

UN SUICIDE

Draguignan, 16 janvier. — A Roquebrune-sur-Argens, pendant un bal, Raphaël Solla, âgé de 47 ans, passa avec son fusil comme s'il partait pour la chasse. Puis, avant de sortir et sans qu'on pût l'en empêcher, il plia son arme de façon à la diriger contre lui. Ayant alors posé le canon sous son menton, il fit partir le coup ; la mort a été instantanée.

Solla, d'origine italienne, était un ouvrier travailleur et économie. On ignore les motifs de ce suicide.

DERNIÈRE HEURE

LA RÉUNION D'HIER SOIR

Une belle soirée pour la propagande

Les ouvriers parisiens avaient répondu en masse à notre appel. La salle de la Bellevilloise, pleine à craquer, ne suffisait pas à contenir les anarchistes et les syndicalistes libertaires qui étaient venus protester contre l'assassinat de la Grange-aux-Belles.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Lithographie parisienne. — Une entrevue a eu lieu entre patrons et ouvriers. C'est la première depuis le conflit, les patrons, jusqu'à maintenant, s'étant obstinément refusés à voir les délégués ouvriers.

Un accord n'est intervenu, mais cette première prise de contact laisse voir que les patrons ne sont plus si intransigeants et qu'ils commencent à comprendre que la prolongation de la grève est dangereuse pour eux.

Après cinq semaines de grève, les ouvriers lithographes sont sur le point d'obtenir satisfaction.

La classe ouvrière doit savoir que c'est le moment de ne pas ménager sa solidarité. Envoyer les fonds au camarade Mangeot, Bourse du Travail.

Bouchers de Paris. — Les garçons bouchers-éboueurs ont continué la grève hier matin. De nombreuses tentatives de débâlage ont eu lieu dans plusieurs arrondissements. Une dizaine de camarades ont été arrêtés.

L'après-midi, à la Bourse, estimant que la manifestation avait atteint une partie de son but et qu'il était inutile de continuer pour le moment, l'assemblée votait la reprise du travail, en décidant de se retrouver bientôt pour faire aboutir les légitimes revendications de la corporation.

Bâtiment de Rome. — Les maçons de Rome se sont mis en grève pour s'opposer à une diminution de salaires.

Métallurgistes de Haute-Silésie. — Les patrons ne se sont pas contentés de la journée de dix heures, ils ont voulu faire faire onze et douze heures à leurs ouvriers, qui se sont révoltés. La colère est grande dans ce malheureux pays divisé par les haines de race et de politique.

Il y a 60.000 lock-outés. Les forges et hauts fourneaux sont arrêtés. Les centrales électriques ne fonctionnent qu'avant des moyens de fortune.

Marins allemands. — La grève des équipages allemands dans les ports anglais se continue sans défaillance, avec l'appui des dockers et inscrits anglais.

AU HAVRE

Grève de 24 heures chez les terrassiers

Le syndicat des terrassiers du Havre avait pensé que les patrons étaient disposés, en face de l'augmentation de la vie, à améliorer le sort de leurs exploitations, c'est pourquoi ils avaient pris à leur assemblée générale la décision d'envoyer une lettre à la Chambre syndicale patronale, demandant 2 fr. 75 de l'heure au lieu de 2 fr. 20, sauf payement actuellement.

Nos camarades n'avaient pas exagéré car au Havre comme partout, la vie est chère ; 2 fr. 75 de l'heure ne permettent pas de toucher le budget des gars de la terrasse sans être obligés de faire des restrictions ; le patronat orgueilleux et croyant les co-pains désorganisés, refusa purement et simplement l'augmentation demandée, ce que voyant, nos camarades décidèrent de rentrer immédiatement en action, et le vendredi 11 janvier, ripostèrent par une grève générale de 24 heures pour toute la corporation. Cette grève fut à tous points de vue réussie tant par le nombre de ceux qui y participèrent (95 % de la corporation) que par les décisions qui y furent prises.

Il fut d'abord décidé que pour le chantier de la gare, le nécessaire serait fait pour que l'index soit respecté. Les Espagnols ayant été amenés par l'entreprise ont pris l'engagement de quitter le chantier le samedi 12 janvier ; nos camarades terrassiers ont en outre envisagé de mettre en pratique des moyens qui leur sont propres pour obtenir le plus vite, d'abord les 2 fr. 75 de l'heure et la journée de 8 heures. A vous messieurs les patrons, d'y réfléchir en d'en prendre bonne note.

P.S. — Le soir, il y avait meeting organisé par le P.C. avec comme ordre du jour les 1.800 francs, les 8 heures et l'occupation de la Ruhr.

L'Humanité va un peu fort quand elle dit que 700 auditeurs étaient résolument décidés à faire respecter la parole des orateurs du parti des masses. La vérité est que 500 au maximum assistaient à cette réunion et les partisans étaient à égalité de nombre des deux côtés.

Heureusement pour la classe ouvrière, le capitaine Trent n'était pas là.

DANS LES METAUX

La Jeunesse Syndicaliste

La Jeunesse Syndicaliste des Métaux a fait l'objet d'une discussion au Conseil central du syndicat, le 10 janvier.

La Jeunesse qui comprend des unitaires et des confédérés, demandait que les cours professionnels se fissent à la Bourse, sous les auspices des deux syndicats, unitaire et confédéré. Elle demandait aussi un cours supplémentaire. Finalement, il fut décidé que le bureau syndical unitaire s'aboucheait avec le syndicat confédéré pour réaliser cette heureuse innovation.

Il y a, au Syndicat, une motion Métayer-Montigny qui découle d'une résolution communiste proposée au Congrès national par Halluin et aux Métaux de la Seine par Saint-Ouen. Sous le paravent de « Jeunesse Ouvrière », c'est le P.C. qui veut introduire sa politique chez les jeunes ouvriers, au détriment du syndicalisme.

Dans son assemblée, la Jeunesse des métaux repousse la mixture de Métayer et de Montigny qui prévoit fidélité et obéissance de la part de la Jeunesse au bureau bolchévique des métaux.

Les délégués de la Jeunesse et de la minorité protestent contre les allégations moscovites formulées au Conseil central, lesquelles représentent le Syndicat comme une vache à lait au profit de la Jeunesse syndicaliste.

A ces inexactitudes, il est facile de répondre. Le Syndicat est une vache à lait.

mais pas pour les jeunes syndiqués. Rappelons que 5.000 fr. ont été votés aux communistes italiens, autant à ceux d'Allemagne, sans compter les continues subventions aux œuvres bolchéviques. Et les nombreux moscovites qui confondent lutte de classes avec lutte de classes ? Est-ce que Métayer ne connaît pas un farouche politicien, nouveau syndiqué, dont tous les efforts syndicalistes se sont portés sur la caisse de chômage ?

Allons, allons, s'il y en a qui considèrent le syndicat comme une vache à lait, ce sont bien les familiques que le P.C. nous a envoyés parce qu'il ne pouvait pas les enterrer.

Métayer propose que la Jeunesse syndicaliste soit exclue du Syndicat si elle ne suit pas les directives de la majorité. Chapa, de la minorité, demande alors qu'une question aussi grave soit solutionnée par l'assemblée générale. Le secrétaire arriviste et cumulard Abbessard accepte.

Doussou, de la Jeunesse, demande l'attitude du syndicat sur les Jeunesse intercorporatives. La majorité est contre, alors qu'elle est pour les comités intersyndicaux. Comprenez qui pourra ! Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il faut abattre les Jeunesse syndicalistes au profit des Jeunesse communistes.

Les cotisations syndicales sont-elles versées pour payer les frais de la politique ? — G.T.

LES COCHERS-CHAUFFEURS

Une protestation

Le Libertaire a rendu compte de notre dernière réunion contre les droits de stationnement. Permettez-moi d'y ajouter quelques mots afin d'éclairer la lanterne des syndiqués.

Le secrétaire parla pendant plus d'une heure, sans dire grand' chose. C'est seulement à la fin qu'il sortit l'ordre du jour du Conseil alors qu'il aurait dû en parler au début.

Un disciple de Trente prit ensuite la parole sur l'unité en considérant les réformistes comme... des chiens enragés.

Un syndiqué lui demanda malicieusement ce qu'il fallait faire des chiens enragés. Le pauvre ours-Trente n'osa pas répondre, et cela se comprend.

A minuit, lecture de l'ordre du jour. Un camarade demande la parole. Les dictateurs lui répondent : « On ne discute pas ! Voulez-vous pour ou contre ? »

C'est cela, le syndicalisme ! Payer des cotisations et faire Amen ! quand les permanences se sont prononcées.

Depuis que notre syndicat est unitaire, il est, lui aussi, hélas, fécondé par l'autoritarisme bolchévique !

E.V. (Section de Charonne).

Pour l'autonomie

L'autonomie provisoire, dont je suis partis depuis longtemps, parce que seul moyen d'arriver à l'unité réelle, s'impose aujourd'hui plus que jamais. Le crime affreux de vendredi dernier, est la goutte de sang qui fait déborder le vase.

S'il existe encore parmi la minorité, des insensés qui s'obstinent à rester à la C.G.T.U., esclave des gouvernements de Moscou, je les plains amèrement. J'ose croire cependant, qu'à l'heure actuelle tous les leurs sont dessillés et que pas un seul minoritaire ne demandera une chose semblable.

Nous ne devons plus rester avec ces gens-là — les dirigeants de la C.G.T.U. s'entendent. — Plus rien de commun ne peut exister entre nous, le sang a désormais tracé des frontières.

Syndicalistes, nous ne saurons rester dans ce milieu sans risquer de nous avilir. Quant à moi, qui lutte depuis 24 ans contre l'ingérence des coquins de la politique dans le syndicalisme, ma décision est irrévocable. Je me retire du syndicat de l'Hallement, parce qu'il n'est, depuis quelques années, qu'un succursale du P.C.

C'est le geste salutaire que nous devons tous accomplir, et qui s'impose pour l'avenir du syndicalisme. Formons des groupes autonomes dans chaque corporation et le syndicalisme blessé survivra malgré tous les fossyeurs intéressés.

F. SAINT-BLANCAT.

A LA C.P.D.E.

Camarades, à nouveau et avec une force accrue, le désordre économique accable la classe ouvrière.

Vos salaires actuels sont insuffisants et votre directeur général le sait très bien. La valeur du franc s'effondre chaque jour de plus en plus et demain, après l'augmentation inévitable des loyers, des transports, du chauffage, de l'éclairage et de toutes les denrées de première nécessité, vous en seriez réduits à la misère totale.

En présence d'une situation aussi désastreuse, vos organisations syndicales ont demandé au directeur général de la C.P.D.E., ce qu'il comptait faire pour remédier à la misère qui frappe à votre porte.

Sa réponse est nette et précise : RIEN ! Cependant la C.P.D.E. trouvant que les bénéfices provenant de son exploitation sont des plus satisfaisants et qu'ils ne feront qu'augmenter dans l'avenir, vient de demander au Conseil municipal une prolongation de la concession « e dix années.

Camarades, allez-vous laisser à ceux qui sont sourds à vos cris de détresse, toute liberté pour s'enrichir de plus en plus, tandis qu'ils vous laisseront croupir dans la misère ?

Pour clamer votre volonté d'avoir des salaires qui vous permettront de vivre, venez tous à la réunion organisée par les Syndicats d'Ouvriers et d'Employés et qui aura lieu :

Demain 18 janvier 1924, à 18 h. 30 précises, Bourse du Travail, salle Ferrer.

Les conseillers municipaux ont été conviés par lettre à la réunion.

A LYON

Les tramways

Depuis quelque temps, les incidents et les accidents se multiplient. Le service est insuffisant, surtout aux heures d'affluence. La Compagnie s'en tire en faisant annoncer par sa presse locale que les transports vont être améliorés par autobus ou trolleybus. Cela, c'est pour le public.

Mais dans les dépôts, des notes sont affichées enjoignant aux receveurs de ne pas prendre de voyageurs en surcharge, de mettre les chaînes aux portillons, de ne pas tolérer personne sur les marchepieds, de faire appel à la police.

Il est impossible aux employés de l'O.T. L. d'appliquer des instructions aussi sévères que ridicules. Comment réglementer l'accès des voitures à la sortie d'une usine, chez Berliet par exemple, où plusieurs milliers d'ouvriers sortent ensemble pour aller déjeuner en vitesse ?

Comme toujours, on espère brimer les ouvriers qui montent en tramway par les ouvriers qui conduisent les voitures. Cela ne sera pas.

Les actionnaires de l'O.T.L. n'ont qu'à mettre du matériel en suffisance

Carreleurs et faïenciers

Le syndicat des carreleurs et faïenciers de Lyon, réuni en assemblée générale, approuve le compte rendu de Bourges fait par Monier ;

Approuve aussi l'attitude de ce camarade à Bourges qui a fait tout son possible, avec les militants de minorité, pour s'opposer à l'emprise des partis politiques sur le syndicalisme, le seul groupement qui arrivera à supprimer intégralement le patronat et à réaliser l'émancipation pleine et entière des travailleurs

UNION DES SYNDICATS DE LA REGION D'ARGENTEUIL

Contre l'impôt inique !

Travailleurs d'Argenteuil, attention !

C'est aujourd'hui que les meubles de nos camarades Moulin, chemin Morinval, qui a accès sur le boulevard de Mantes, en face de la gare de triage, et Mayeur, 148, rue Saint-Germain, doivent être vendus.

Il appartient à tous les travailleurs de la région de faire bonne garde dès demain matin. L'Union locale fait un appel pressant pour que tous les travailleurs désertent les chantiers et usines et apportent une opposition irréductible à la vente des meubles de nos camarades.

Une protestation

Le bureau du syndicat des journalistes professionnels du mouvement social, à la Bourse du Travail, proteste contre le monopole des communications réservées par la C.A. de la C.G.T. à diverses organisations syndicales.

Cette façon de procéder lèse les intérêts des journalistes professionnels et peut créer des conflits entre eux et la direction de leurs journaux.

A la "Bellevilloise"

La grande coopérative du 20^e, fondée par les ouvriers de toutes tendances, est tombée entre les mains des assaillants du Parti des masses. Gare à la caisse, leur principal objectif !

Dimanche, il y avait réunion. Le « sans-parti » Racamond, secrétaire confédéral, fromagiste roublard, présidait.

Un socialiste demanda la parole, mais il ne put causer par suite de l'obstruction des orthos.

Puis, ce fut Boyer, manitou orthodoxe, qui se chicanait tant avec Henriet au groupe des coopérateurs révolutionnaires. Ils se chicanent plus, maintenant, ils ont chacun leur biberon.

La liste des candidats au Conseil est modifiée. Seuls, les Beni-oui-oui sont admis.

Un libétaire, mis en cause, ne peut même pas s'expliquer.

On vote 1.000 francs pour les sinistres et la séance est levée.

Pauvre « Bellevilloise » !

Au premier numéro de 1924, il faut noter l'intéressante étude de M^e Juncker sur la récente des accidents du travail appliqués aux travailleurs agricoles le mois prochain.

La fin de la communication du docteur Jacob sur les empoisonnements par les gâteaux à la crème.

Un article du docteur Hervé mettant en garde de nouveau les blessés contre certaines pratiques des compagnies d'assurance.

De nombreux jugements concernant le lieu et le temps du travail, l'assujettissement, le calcul du salaire de base, les droits du syndicat en justice, les pensions et retraites, la compétence des prudhommes, etc...

Des informations sur les retraites des ouvriers mineurs, le livret agricole, les femmes de ménage, etc...

Réabonnez-vous de suite.

Pour éviter des frais, utilisez le chèque postal 619-30, Paris. Montant de l'abonnement : 20 fr. France ; — 25 fr. Etranger. Pour toute demande concernant l'administration, adressez-vous au camarade Fradin, 23, rue Grange-aux-Belles, Paris (10^e).

Le gérant : Gabriel BRAYE

Imprimerie spéciale du *Libertaire*

10-12, rue Paul-Lelong, Paris

Que signifie ?

Il paraît que les bureaux de la C.G.T.U. ainsi que ceux de l'Union des Syndicats sont depuis quelques jours démunis de secrétaires.

Que signifie cela ?

On a mis des remplaçants et ces camarades sont inondés de correspondances au point qu'ils se demandent s'ils pourront répondre aussi à tous les correspondants.

Est-ce que depuis le meeting tragique, nos permanents n'oseraient plus venir prendre contact avec les travailleurs, les « cochons de payants » ?

Que serait-ce donc, grands dieux, si la Révolution éclatait !

Faudrait-il, à ce moment-là, aller chercher par la main nos fonctionnaires pour leur faire prendre de force leur poste... et les responsabilités ?

Un groupe de syndiqués.

Communiqués Syndicaux

</